

**Intervention de Mme Françoise Bertieaux,
Députée de la Communauté française de Belgique, Vice-
présidente du Réseau des femmes parlementaires de l'APF
Praia (Cap-Vert), 3 et 4 mai 2018**

Monsieur le Président de la République du Cap Vert,
Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Mesdames et Messieurs les experts et conférenciers,
Mesdames et Messieurs en vos titres et qualités,
Honorables invités,

Je voudrais, tout d'abord, exprimer mes plus vifs remerciements à l'Assemblée nationale pour l'organisation de ce séminaire à Praia, cœur de ce beau pays qu'est le Cap Vert.

Au nom de l'APF **Région Europe** que j'ai l'honneur de représenter ici et en celui du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, permettez-moi de remercier tout particulièrement Son Excellence M. Jorge Pedro Mauricio dos Santos, Président de l'Assemblée nationale pour son

implication personnelle dans la mise en œuvre de cette première action de coopération menée en partenariat avec l'Assemblée parlementaire de la Francophonie.

Aussi, permettez-moi, Monsieur le Président, d'adresser également mes remerciements les plus sincères à vos services ainsi qu'à vos collaborateurs. Je tiens à saluer la qualité de leur travail qui nous permet de « partager et d'échanger » dans d'excellentes conditions et dans un cadre chaleureux.

Mes remerciements vont également au Secrétaire général parlementaire de l'APF ainsi qu'aux membres de son équipe qui ont rendu possible la tenue de ces deux journées de travail.

Merci de m'avoir invitée à prendre la parole devant vous, aujourd'hui, sur une thématique qui me tient particulièrement à cœur.

Ma contribution de ce matin portera sur **le mouvement « HeForShe » (eux pour elles)**, ce célèbre **mouvement de solidarité** lancé par **ONU Femmes en 2015** pour encourager **les hommes et les garçons à militer pour les femmes et les filles à soutenir le changement en faveur de l'égalité des sexes et des droits des femmes**. L'objectif premier de ce Mouvement étant d'inciter les Parlements à s'engager dans la défense de l'égalité entre les femmes et les hommes.

En tant que députée et cheffe de groupe, je me suis personnellement « beaucoup impliquée » pour que le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles obtienne le **LABEL HeForShe (eux pour elles)**.

Mais l'intégration du Parlement au sein de ce mouvement n'a pas été chose aisée. Pour l'obtenir et s'inscrire dans la démarche d'ONU Femmes, les parlements candidats doivent présenter et « défendre » un plan d'actions devant les instances onusiennes, habilitées à délivrer le « précieux » Label.

C'est, précisément, de ce plan d'actions, que je souhaiterais vous entretenir ce matin. Mais avant d'entrer dans le vif du sujet, permettez-moi, de vous résumer très brièvement, les grandes lignes relatives à la raison d'être de ce Mouvement.

Avant de lancer ce **Programme destiné à sensibiliser les parlements sur les questions relatives à l'Egalité entre les femmes et les hommes**, ONU Femmes rappelle que si « les femmes sont de toute évidence au premier rang de la lutte pour l'égalité des sexes, tous les parlementaires - femmes et hommes compris - et l'institution parlementaire elle-même jouent aussi un rôle, l'action de sensibilisation des parlements au genre doit donc viser en premier lieu à faciliter le travail des femmes comme des hommes et à accroître les capacités des parlements à favoriser l'égalité des sexes. Un parlement

sensible au genre est donc un parlement qui tient compte des besoins et des intérêts tant des femmes que des hommes, dans ses structures, son fonctionnement, ses méthodes et son action.

En tant que femmes et hommes politiques, nous sommes tous et toutes concernés et chacun d'entre nous, à notre échelle, avons une responsabilité et un rôle à jouer pour faire avancer l'égalité entre les hommes et les femmes dans nos démocraties parlementaires respectives.

Pourtant, les femmes sont encore sous-représentées dans la plupart des parlements dans le monde, ce qui affaiblit l'efficacité et la légitimité de l'institution parlementaire, et entrave également sa capacité à promouvoir l'égalité des sexes dans la société en général. C'est ce constat qui a poussé ONU Femmes à lancer le Mouvement **HeForShe** car la politique, serait toujours une affaire d'hommes.

Cette réalité transparaît clairement lorsque les débats parlementaires font référence à une culture politique actuellement toujours masculine ou aux mécanismes expliquant la sous-représentation politique des femmes.

En effet, les femmes parlementaires de tous bords politiques, ne cessent de dénoncer cette idée que la politique soit encore considérée comme une affaire d'hommes au 21^{ème} siècle.

La représentation politique ne devrait-elle pas refléter le plus fidèlement possible, sur le plan quantitatif, l'importance relative des différents groupes sociaux dans la communauté ?

L'argument utilitaire montre et souligne le manque d'efficacité et de légitimité que représente l'exercice de fonctions politiques qui se prive des compétences d'une moitié de la société. Il s'agit simplement du respect de la démocratie, se priver des qualités spécifiques des femmes représente un appauvrissement pour la société.

Une participation équilibrée des hommes et des femmes permet de mieux prendre en compte les besoins et les intérêts de l'ensemble de la population. Elle permettra aussi une approche différente des problèmes susceptibles d'engendrer d'autres idées, d'autres valeurs, d'autres comportements et d'enrichir ainsi la société dans sa totalité ».

Ces dernières années, la situation des femmes dans le monde et les difficultés auxquelles celles-ci sont encore confrontées devient extrêmement préoccupante, en effet, dans son rapport paru en février 2018, ONU Femmes dresse un état des lieux peu optimiste, démontrant ainsi clairement que les

discriminations à l'encontre des femmes et des filles sont omniprésentes et généralisées au niveau de l'éducation, de la santé, de la sécurité alimentaire, du travail précaire et non rémunéré, mais également des violences physiques et sexuelles ainsi que des mariages forcés.

Les constats épinglés par ONU Femmes nous rappellent que l'égalité des sexes est un droit et que la réalisation de ce droit n'est pas uniquement bénéfique pour les femmes mais constitue une nécessité pour l'humanité toute entière. L'égalité entre les sexes est aussi le meilleur moyen de surmonter les défis majeurs les plus urgents de notre monde.

L'Union interparlementaire qui a mené de nombreuses recherches et recueilli les meilleures pratiques d'égalité de sexes dans les parlements, a montré qu'un parlement qui présente une « composition plus équilibrée des deux sexes est plus à même de répondre aux enjeux relatifs à l'égalité entre hommes et femmes et constitue une institution plus efficace ».

Concrètement cela signifie que la citoyenneté des femmes est un **statut** comprenant un ensemble de droits et de devoirs, la notion de citoyenneté est avant tout une **identité** permettant à l'homme ou la femme de revendiquer son appartenance à une communauté politique et enfin la citoyenneté est avant tout **une pratique** qui s'exerce à travers la représentation et la participation politique.

La citoyenneté politique des femmes a été mise à rude épreuve ces dix dernières années, d'aucun vont même jusqu'à affirmer que les acquis seraient compromis et que les hommes ne se sentiraient pas vraiment concernés par cette problématique.

Alors, comment un parlement peut-il devenir un agent de changement et défendre l'égalité des sexes ?

Tout comme l'Union interparlementaire, le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, estime qu'un parlement n'est pas un lieu neutre au genre.

C'est dans cette perspective que les membres du Bureau et l'ensemble des parlementaires qui composent l'Assemblée des francophones (94 député(e)s) dont 41% de femmes, ont élaboré et adopté un plan d'actions concrètes dans le cadre du programme **HeFoShe (eux pour elles)**. ***Pour ONU Femmes, « un parlement sensible au genre est un parlement, dans lequel il n'y a pas d'obstacles – qu'ils soient matériels, structurels ou culturels – à la pleine participation des femmes et à l'égalité entre hommes et femmes, qu'il s'agisse des élus ou du personnel ».***

Comment le parlement peut-il réaliser concrètement cet objectif de sensibilisation au genre ?

Pour cela, il doit examiner et analyser, soigneusement, ses structures, opérations et méthodes de travail de manière à s'assurer qu'elles répondent aux besoins et aux intérêts à la fois des hommes et des femmes.

Mesdames, Messieurs, honorables invités,

Comme chacun(e) le sait, la mondialisation exige que nos institutions parlementaires elles-mêmes se modernisent,

s'ouvrent au monde, s'octroient de nouveaux rôles en vue de se mettre en phase avec une société en constante évolution.

Pour le PFWB, l'émancipation des femmes constitue un atout pour notre société et pour l'humanité. ONU Femmes souligne avec pertinence que « l'égalité des sexes libère tant les femmes que les hommes, des rôles sociaux prédéfinis et des stéréotypes sexistes » ; raison pour laquelle, le programme « **HeForShe** (eux pour elles) » s'adresse prioritairement aux hommes pour les inciter à s'investir en faveur de l'égalité des genres.

C'est en juillet dernier que le PFWB s'est engagé à soutenir le programme « **HeForShe** » en manifestant fermement sa volonté d'agir concrètement et dans la durée. Pour adhérer à ce mouvement en faveur de l'égalité des genres et l'implication accrue des hommes et des garçons en faveur de cette cause, le Parlement a présenté un plan d'actions devant les instances de l'ONU en vue d'obtenir le précieux Label. Fin juillet 2017, ONU Femmes marque son accord et permet

ainsi au Parlement d'intégrer officiellement le mouvement. Le PFWB devient ainsi le premier Parlement **HeForShe** au niveau européen.

Ce plan d'action prévoit notamment l'organisation d'une session du Parlement des enfants et du Parlement Jeunesse qui porteront toutes deux sur la problématique relative à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le Prix de la démocratie et des droits de l'homme 2018 a été attribué à la **Fondation Samilia** pour sa « campagne relative à la traite des êtres humains (Affiche –Tatiana).

Une proposition de décret créant un prix spécifique du Parlement axé sur le sport au féminin a également été adoptée à l'unanimité des groupes politiques (majorité et opposition).

Ce prix est destiné à récompenser une personnalité sportive ou une association pour son action en faveur de la pratique du sport au féminin.

Parmi les actions concrètes entreprises dans le cadre du Programme **HeForShe**, une délégation de députées issue du PFWB et du Sénat de Belgique a pris part au **Women Political Leaders annual Summit** qui s'est déroulé à les 28,29 et 30 novembre 2017 à Reykjavik (Islande). A l'issue de cette rencontre, la délégation belge a adopté une Déclaration finale sur l'égalité des genres. Cette Déclaration finale a été portée par la Présidente du Sénat, Mme Defraigne.

Dans le cadre de ce plan d'action, le Parlement entend également mener une large réflexion afin de sensibiliser encore davantage ses membres et ses agents à l'égalité de genre en organisant des sessions de formation en partenariat avec le monde universitaires. Ce plan d'actions destiné à évoluer, a été spécialement pensé et conçu dans la durée, il s'étendra donc sur plusieurs sessions et sera régulièrement évalué et modifié à la lumière de la réalité. Il n'a pas vocation à être définitif puisque le Comité d'avis a décidé de donner la possibilité à ses membres de déposer de nouvelles propositions d'actions.

Enfin, le 7 mars dernier, dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes, le Parlement a également organisé plusieurs événements pour marquer son soutien au programme **HeFortShe**, une conférence internationale sur la thématique Egalité femmes-hommes, intitulée « **Egalité Femmes Hommes, où en est-on** »?, ainsi qu'une exposition « **PluriElles** » et a mis en place un village grandeur nature, réunissant un nombre d'associations professionnelles qui travaillent quotidiennement au bénéfice de l'égalité entre les sexes en Fédération Wallonie-Bruxelles.

En vue de soutenir encore davantage le programme « **HEFORSHE** » - « **EUXPOURELLES** », le Bureau du Parlement a également pris la décision d'organiser dans ses murs la remise des diplômes du **master interuniversitaires de spécialisation en études de genre**, un programme de cours organisés de manière inédite entre six les universités que compte la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Au PFWB, il existe deux instances permanentes qui ont des compétences en matière d'égalité de genre. Il y a, tout d'abord, une Commission en charge des Droits des femmes et de l'Egalité des chances ; il y a aussi un Comité d'avis chargé d'examiner les questions relatives à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Au PFWB, les femmes sont très présentes et particulièrement actives. Les quatre groupes politiques reconnus sont d'ailleurs dirigés par des femmes.

Ces femmes dont je suis, participent activement au changement des mentalités à l'intérieur même du Parlement. C'est ainsi que pour la première fois, En 2017, le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a présenté **un premier budget de fonctionnement sensible au genre**, attribuant à chaque rubrique un code, selon que les dépenses soient considérées comme des « dépenses neutres », des dépenses spécifiques attribuées à des activités favorisant l'égalité entre les hommes et les femmes et enfin des dépenses susceptibles d'avoir un éventuel impact sur les femmes et les hommes .

Mesdames et Messieurs,

Quelle serait l'utilité de recevoir un label, d'appliquer des politiques d'égalité, de rapprocher les citoyens de notre Parlement si nous ne pouvions pas partager ces valeurs avec d'autres assemblées. C'est dans un esprit d'ouverture, de partage de valeur et d'expériences constructives d'avenir que notre Assemblée souhaite constamment renforcer ses liens avec plusieurs pays membres de la Francophonie, je souhaite ardemment que le Cap Vert en fasse partie.

Je vous remercie.